

je dois dire que le gouvernement fédéral fait ce qu'il peut pour remédier à la situation.

M. Fortin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Les données statistiques que j'ai citées proviennent du Bureau fédéral de la statistique, et alors que le taux du chômage s'élève à 8.4 p. 100 du total et que...

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député voudrait-il poser sa question.

M. Fortin: Très bien, monsieur l'Orateur.

Étant donné que, selon le Bureau fédéral de la statistique, la dernière hausse de l'indice du coût de la vie a été la plus forte depuis neuf mois, le premier ministre peut-il nous dire ce que le gouvernement a fait ou entend faire en vue d'enrayer cette hausse?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur le président, la principale mesure, c'est de résister aux instances des partis de l'opposition, y compris celui de l'honorable député, qui réclament des dépenses constamment accrues du gouvernement dans tous les secteurs.

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire.

Étant donné que la hausse du taux de chômage ainsi que celle du coût de la vie sont incontrôlables, le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire en quoi un gouvernement majoritaire «contrôle» quelque chose?

[Traduction]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ENCOURAGEMENT À L'INDUSTRIE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Expansion économique régionale? Étant donné le taux de chômage cité quant au Québec et celui de 10.8 p. 100 quant aux provinces atlantiques dont fait état le Bureau fédéral de la statistique dans son communiqué de ce matin, le ministre dirait-il à la Chambre quand il déposera le bill d'encouragement à l'industrie qu'on nous a promis et qui l'aiderait, croyons-nous, à résoudre les difficultés de nos cinq provinces de l'Est?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, aussitôt que possible j'espère. Ce sera en mai, croyons-nous.

M. Lewis: Autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous dire s'il négocie présentement avec les

[Le très hon. M. Trudeau.]

provinces qui n'ont pas conclu d'entente au sujet d'un programme d'ensemble? Des négociations sont-elles amorcées avec ces provinces en vue d'établir un tel programme? Si oui, le ministre pourrait-il informer cette Chambre des résultats de ces études et de ces négociations?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, mon sous-ministre s'est entretenu avec les gouvernements des Maritimes la semaine dernière. Je crois qu'il doit y retourner demain et qu'il présentera prochainement un rapport sur cette question.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION SUR LA RÉGION ARCTIQUE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Avant le congé de Pâques, il a laissé entendre que le gouvernement ferait une déclaration sur la position du Canada à l'égard de l'Arctique et des différents secteurs de cette région. Cette déclaration sera-t-elle faite assez prochainement? S'agira-t-il d'un Livre blanc ou d'une déclaration à l'appel des motions et la Chambre aura-t-elle l'occasion de discuter et d'examiner la déclaration du gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pouvoir encore indiquer sous quelle forme la Chambre sera saisie de la question. C'est un sujet que nous examinons présentement et tous les ministres intéressés l'ont discuté. J'en ferai volontiers rapport dès que je le pourrai.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAL BANKS—LA DEMANDE D'EXTRADITION

M. H. Russell MacEwan (Central Nova): J'ai une question pour le ministre de la Justice. Le ministre pourrait-il nous dire s'il y a eu changement dans la politique du gouvernement, précisée ici même il y a quelque temps par le ministre qui a dit qu'il ne tenterait pas de renouveler les démarches d'extradition contre Hal Banks, car ce serait l'exposer à une dualité de poursuites pour un même fait?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Cette politique n'a pas été modifiée.

M. MacEwan: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. A la lumière des efforts du sénateur Paul Fannin des États-Unis, que le ministre n'ignore sans doute pas, et à la suite des remarques attribuées au sénateur Fannin, celui-ci a exprimé sa décep-